



N° CE : 62.290
Doc. parl. : n° 8617

LE CONSEIL D'ÉTAT,

appelé par dépêche du Président de la Chambre des députés du 20 janvier 2026 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

**Projet de loi
portant approbation de l'Accord entre la République du Suriname et les États du Benelux relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires d'un passeport diplomatique ou d'un passeport de service en cours de validité, fait à Bruxelles, le 14 février 2025**

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 20 janvier 2026 et dispensé du second vote constitutionnel ;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'État en sa séance du 21 octobre 2025 ;

s e d é c l a r e d ' a c c o r d

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 78, paragraphe 4, de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique à l'unanimité des 20 votants, le 3 février 2026.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Marc Thewes